

bles membres de l'Ouest, que dans l'Ouest on constate que quelques-uns des cultivateurs les plus éminents n'étaient pas des cultivateurs dans la mère patrie. Sous le régime du plan Hornby, on mettrait ces gens à l'essai pour un certain nombre d'années. S'ils se révèlent impropres à la culture et sont incapables de se maintenir sans être à charge à la société, ils s'en retourneront. Une lacune de toute l'immigration britannique,—et je parle comme immigrant,—c'est que tandis que les immigrants de presque tous les pays européens ont trouvé quelque association pour les conduire par la main, il n'y en a jamais eu de semblable, que je sache, au service de l'immigrant britannique, à son arrivée au pays. Il doit se débrouiller tout seul. Si nous voulons encourager l'immigration britannique, il est temps d'adopter un projet comme celui du général Hornby. Nous ne pouvons tolérer l'immigration sans méthode.

La présente résolution est au point. Le problème se pose devant moi à mon propre foyer. J'ai deux garçons et il serait inutile de leur donner une terre à l'un ou à l'autre. Ce serait une bête de leur fournir \$1,000 et de les établir sur une terre. Il est probable qu'on les retrouverait un jour à Montréal ou à Toronto. L'agriculture est l'occupation naturelle de l'homme, mais les ruraux restent à la campagne par goût et par amour de la terre et des animaux. Quelque somme que vous avanciez à un homme pour l'établir sur la terre, s'il n'aime pas la campagne, le bétail et tout ce qui touche à la vie rurale, c'est de l'argent gaspillé. Si nous adoptons le système proposé, il faut faire l'éducation de ces jeunes cultivateurs. Dans la rue, je suis abordé de temps à autre, ainsi que d'autres de mes honorables collègues, sans doute, par de jeunes garçons qui me demandent dix ou douze cents pour s'acheter une tasse de café. Cela se continue malgré l'établissement de camps pour les célibataires sans emploi et sans foyer. J'ai causé avec plusieurs d'entre eux et j'ai appris que la plupart d'entre eux ont été élevés à la campagne. Ainsi que je le disais à mon ami, l'honorable député de Humboldt (M. Totzke), si la situation avait été ce qu'elle est aujourd'hui à mon arrivée au pays, je serais probablement du nombre de ces gens. Si nous faisons venir des immigrants, il faut nous occuper d'eux. La résolution prévoit le choix des immigrants. Tout jeune homme élevé sur une terre n'est pas un cultivateur né, et je parle avec une certaine connaissance du problème. J'appuierai la résolution, à condition qu'on choisisse les hommes, avant de leur fournir \$1,000 ou quelque somme que ce soit.

[M. Vallance.]

M. G. G. COOTE (MacLeod): Dans l'étude d'une résolution de ce genre il conviendrait de profiter de l'expérience acquise par le Dominion, les provinces et les municipalités relativement au plan de colonisation, lequel comportait une avance de \$600 par famille, soit \$200 pour chaque gouvernement que je viens de mentionner. Voici un extrait d'un numéro récent d'un journal de Calgary, dans lequel sont donnés les résultats obtenus à Calgary à ce sujet. Je suis certain que la ville de Calgary, dans le choix qu'elle a fait des familles qui ont été établies en vertu de ce plan, s'est assurée que chacune d'elles avait l'expérience de la culture, qu'elle n'établissait pas des colons inexpérimentés. Mais voici la dépêche:

La décision de la ville de Calgary à l'effet de continuer ou de discontinuer de prendre part dans le plan fédéral-provincial de colonisation en 1935 dépendra de l'attitude qui sera prise cet après-midi à l'assemblée du comité de secours du conseil municipal.

Le comité de secours de 1934 a transmis au comité de 1935 une résolution à l'effet d'abandonner toute participation dans ce plan.

L'analyse des rapports sur la colonisation montre qu'aujourd'hui des 166 familles qui ont été établies sur la terre d'après le plan, 35 sont retournées dans les villes, et que toutes ces 166 familles reçoivent encore des secours directs.

C'est-à-dire que toutes les familles, celles qui sont retournées dans les villes comme celles qui sont restées sur les terres, ont encore besoin de secours direct.

Le plan accorde aux colons à leur deuxième année une subvention annuelle de \$100 pour les assister. L'an dernier cette somme n'a pas paru suffisante et la municipalité a dû l'augmenter un peu.

Les édiles municipaux déclarent aujourd'hui que le plus grand défaut du plan est le manque de garantie, pour la municipalité, que les colons des terres ne disparaîtront jamais de la liste des secours. Dans le passé, a-t-on fait remarquer, si le colon ne pouvait se tirer d'affaires avec l'allocation qu'il touchait, il abandonnait simplement sa terre, retournait dans la ville et demandait incontinent l'allocation régulière de secours.

Je ne veux pas laisser entendre qu'avec le plan de l'honorable député de Timiskaming-Nord (M. Bradette) la majorité des colons établis reviendraient demander du secours, mais j'expose ces résultats pour renseigner la Chambre. Je suis certain que la ville de Calgary a apporté beaucoup de soin au choix des familles qu'elle a acceptées pour en faire des colons. Un échevin de la ville m'en a donné l'assurance, et un fonctionnaire du gouvernement provincial, à Edmonton, m'a déclaré qu'avant d'être acceptée une famille devait établir qu'avant d'arriver dans une ville elle avait acquis une assez bonne expérience sur la terre. Je suis d'avis que ce serait chose magnifique pour le Canada de rétablir sur la terre des chômeurs des centres urbains, mais je